



UNION INTERPARLEMENTAIRE

5, CHEMIN DU POMMIER
CASE POSTALE 330
1218 LE GRAND-SACONNEX / GENÈVE (SUISSE)

TELEPHONE (41.22) 919 41 50 - TELECOPIE (41.22) 919 41 60 - E-MAIL postbox@mail.ipu.org
ADRESSE TELEGRAPHIQUE : INTERPARLEMENT GENEVE

CONFERENCE INTERNATIONALE DE SUIVI SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Doha, 29 novembre - 2 décembre 2008

Discours de M. Theo-Ben Gurirab Président de l'Assemblée nationale namibienne et Président de l'Union interparlementaire

M. le Président,
Mesdames, Messieurs,
Chers Représentants, chères Représentantes,

Je suis heureux de prendre la parole au nom de l'Union interparlementaire à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement.

Si l'on veut faire en sorte que des ressources financières soient affectées au développement, notamment à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, il est nécessaire de déployer des efforts collectifs. Pour ce faire, les institutions parlementaires doivent jouer un rôle décisif. En effet, les parlements représentent la société dans toute sa diversité. C'est par excellence au sein de cette instance légitime qu'un pays peut forger un consensus sur les politiques de développement.

De nos jours, de nombreux parlements constituent des tribunes pour le débat public sur les politiques nationales de développement, parce qu'ils permettent à la société civile, aux autorités locales, aux milieux universitaires, aux décideurs et aux médias d'y apporter leur contribution. Si ce processus porte ses fruits, on aboutit à un plan national de développement auquel la population est véritablement partie prenante.

L'utilisation des deniers publics est confiée au Parlement. Ce sont ses membres qui votent le budget national. Les parlements sont de plus en plus impliqués dans l'examen de l'utilisation des fonds destinés à l'aide internationale au développement et, bien sûr, ils approuvent le financement des mesures d'aide publique. L'UIP appuie toujours davantage les parlements dans cette tâche afin qu'ils s'y consacrent de manière plus systématique et approfondie. Les parlements examinent attentivement l'exécution du budget et, de manière générale, le fonctionnement de l'administration publique.

C'est pourquoi les parlements doivent participer à nos débats et à l'élaboration du document final. Leur rôle est déterminant pour faire en sorte que les pays aient la maîtrise des politiques de développement. Ils sont par ailleurs tout aussi indispensables lorsqu'il s'agit de veiller à améliorer la gouvernance. J'espère que cette double responsabilité confiée au Parlement sera prise en compte dans le projet de document final.

Hier, des parlementaires se sont rassemblés ici, à Doha, pour examiner les travaux préparatoires que vous avez menés dans l'optique de cette conférence importante. Vous aurez sans doute été sensibles au fait qu'une de leur préoccupation principale était l'incidence de la crise financière actuelle sur les décisions de cette conférence, et, globalement, sur les efforts engagés par la communauté internationale pour favoriser le développement.

L'UIP partage ces préoccupations. Le mois dernier, nos Membres ont débattu de la crise financière et ils ont appelé les parlements de par le monde à prendre des mesures urgentes pour régler les questions systémiques qui sous-tendent la crise et pour en atténuer les effets. Nous allons organiser une conférence parlementaire mondiale en début d'année prochaine pour examiner de plus près cette crise et formuler des propositions à l'intention de la communauté internationale pour qu'elle prenne ensuite les mesures qui s'imposent.

J'espère vivement que cette conférence aura pour effet de faire passer un message clair et qu'elle prônera la nécessité de mieux concilier les mécanismes du marché et les mesures de réglementation. Nous devons administrer nos systèmes économiques de manière plus proactive, en cherchant davantage à stimuler l'emploi. Il nous faut modifier nos modes de consommation et de production de telle sorte que nous protégeons l'environnement, au lieu de le détruire. Et nous devons commencer à formuler des propositions de réforme des institutions financières internationales pour que l'action multilatérale soit plus efficace.

Mais avant toute chose, je ne doute pas que cette conférence de Doha sera pour vous l'occasion de transmettre un message résolu : à savoir notre volonté d'empêcher que la crise ne détourne les ressources destinées à réaliser les objectifs de développement, ainsi que notre intention de donner effet aux nombreux autres engagements pris à l'occasion du consensus de Monterrey.

L'Union interparlementaire a, dès le début, été associée au processus de financement du développement, et nous nous sommes attachés à mettre en œuvre les décisions issues du consensus de Monterrey. L'UIP a offert aux parlements un cadre favorable qui leur permet d'être, d'une part, plus étroitement associés au processus de négociations commerciales internationales et, de l'autre, de susciter l'appui politique des milieux parlementaires en faveur de l'élaboration d'un accord commercial à l'appui du développement. Nous avons aussi soutenu le recours à d'autres sources de financement du développement et d'allègement de la dette. Dans le même esprit, nous estimons qu'il est nécessaire de renforcer l'aide publique au développement.

La notion de bonne gouvernance est au cœur du Consensus de Monterrey. L'UIP cherche à aider de nombreux parlements, surtout ceux des pays qui se relèvent d'un conflit, à renforcer leurs capacités et leurs ressources. Nous sommes convaincus que cette initiative aura un effet bénéfique sur la qualité des décisions prises dans tous les domaines, y compris dans celui du développement.

La participation des femmes au processus parlementaire et l'intégration des questions de parité sont nécessaires si l'on veut améliorer le fonctionnement des parlements et la prise de décision. Nous devons aussi redoubler d'efforts pour adopter plus rapidement des budgets prenant en compte l'égalité homme-femme, et c'est pour cela que l'UIP aide les parlements à examiner les budgets sous l'angle de l'équité entre les sexes.

Le message parlementaire que l'UIP adresse à l'occasion de cette Conférence reflète largement ces préoccupations et ces questions, et je vous engage à prendre en compte les recommandations qui y sont formulées. Je voudrais notamment appeler votre attention sur la nécessité d'orienter plus résolument le programme de financement du développement sur la prise en compte des personnes et de leurs besoins actuels et futurs.

Nous devons faire prendre une direction nouvelle à notre programme de travail afin de remédier aux inégalités croissantes et de nous pencher sur la question du développement durable. A notre avis, la communauté internationale a trop axé ses efforts sur le développement dans son ensemble, en cherchant notamment à favoriser la croissance économique, mais elle n'a pas suffisamment visé à améliorer le sort des plus démunis et des plus vulnérables. En définitive, je pense qu'il faut que les hommes et les femmes occupent une place centrale dans le processus de développement.

Je vous remercie.